



Union interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.



146^e ASSEMBLÉE DE L'UIP
المنامة، البحرين
MANAMA, BAHREÏN
11-15 MARS 2023 - ١٥-١١ مارس ٢٠٢٣

146^e Assemblée de l'UIP Manama (11-15 mars 2023)

Discours de M. Duarte Pacheco, Président de l'UIP

Manama, le 11 mars 2023

Monsieur le Vice-Premier Ministre du Royaume de Bahreïn,
représentant Sa Majesté le Roi de Bahreïn,
M. le Président du Conseil de la choura de Bahreïn,
M. le Président du Conseil des représentants de Bahreïn,
M. le Secrétaire général,
Mesdames et Messieurs les Présidents et Vice-Présidents de parlement,
Mesdames et Messieurs,
Chers collègues,

C'est un grand honneur de m'adresser à vous à l'occasion de la cérémonie inaugurale de la 146^e Assemblée de l'UIP, dans ce magnifique Royaume de Bahreïn. Au nom de tous les Membres de l'UIP, je souhaite remercier l'Assemblée nationale de Bahreïn qui accueille cette Assemblée avec autant d'efficacité que de courtoisie dans le merveilleux cadre du tout nouveau Palais des congrès *Exhibition World Bahrain*. M. le Président du Conseil de la choura, M. le Président du Conseil des représentants, je vous adresse à tous deux des remerciements particuliers pour votre implication personnelle dans les préparatifs de l'Assemblée. Tout est en place, toutes les conditions sont réunies pour une Assemblée constructive et fructueuse.

Je souhaite aussi exprimer ma gratitude envers Mme Fawzia Zainal, ancienne Présidente du Conseil des représentants de Bahreïn, car nous ne serions pas ici aujourd'hui sans l'invitation qu'elle a elle-même lancée, sans sa détermination de réunir toutes les conditions nécessaires à l'accueil d'une Assemblée de l'UIP. Et je suis également reconnaissant à notre collègue et ami Jamal Fakhroo qui, en tant que Président du comité d'organisation de l'Assemblée, a connu bien des nuits sans sommeil pour faire en sorte que tout soit bien en place.

Monsieur le Vice-Premier Ministre, nous sommes très heureux de votre présence qui est très importante pour nous, à l'UIP, et témoigne de l'importance que votre pays attache au multilatéralisme et à la diplomatie parlementaire.

Chers collègues,

Cette Assemblée a pour thème la promotion de la coexistence pacifique et des sociétés inclusives, et la lutte contre la discrimination. Laissez-moi vous dire que nous sommes vraiment au bon endroit pour débattre de ces questions, comme j'ai pu le constater à l'occasion du Forum de Manama pour le dialogue où, avec le soutien de Sa Majesté le Roi Hamad bin Isa Al Khalifa, se sont rencontrés deux grands chefs religieux, le pape François et le grand imam d'Al-Azhar Ahmed Al-Tayeb. Hélas, les indicateurs sont nombreux à pointer le déclin de la coexistence pacifique et de l'inclusion dans le monde, ainsi que la montée de l'intolérance et de la discrimination. Selon l'Indice mondial de la paix, la poussée des manifestations violentes observée durant l'année 2022 est le signe d'une polarisation croissante, de l'augmentation de la critique envers les structures administratives et d'une baisse de la tolérance vis-à-vis du point de vue des autres. Un rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de 2021 constate que les discours de haine continuent de semer la division et visent de plus en plus les minorités. De même, la confiance dans les gouvernements et dans les médias marque le pas, partout dans le monde, les libertés religieuses sont bridées et la discrimination religieuse, le racisme et la xénophobie sont en augmentation.

En tant que parlementaires, nous avons un rôle important à jouer et notre responsabilité est grande. Quand il s'agit d'édifier des sociétés pacifiques et inclusives, il nous incombe de commencer à y travailler dans notre propre sphère parlementaire. Or, comme le montre l'énorme charge de travail du Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP, les parlementaires se trouvent confrontés à de graves violations de leurs droits et de leur sécurité – violations qui sont le fait des gouvernements, de collègues ou de citoyens. Il est grand temps que l'ensemble de la sphère parlementaire mondiale manifeste sa solidarité à l'égard des parlementaires, partout dans le monde. Plus généralement parlant, les gouvernements doivent se montrer à la hauteur de leurs engagements de création de sociétés tolérantes et inclusives, en prenant des mesures concrètes pour garantir les droits de l'homme de toutes et tous. À ce propos, je souhaite rappeler la situation extrêmement difficile que connaissent les femmes dans de nombreux pays du monde, en particulier l'Afghanistan. Ces femmes qui s'élèvent contre la violation de leurs droits, que ce soit en Afghanistan ou au Tigré, font preuve d'un courage et d'une force incroyables et méritent tout notre soutien. Au-delà de cela, elles méritent également que la communauté internationale prenne des mesures concrètes et fixe un processus de dialogue pour trouver des solutions à cette violation des droits humains.

Nombre des problèmes que nous rencontrons aujourd'hui nous sont douloureusement familiers. La guerre continue de faire rage en Ukraine, et l'on redoute une nouvelle escalade et une nouvelle aggravation des conséquences à l'échelle mondiale. Le Groupe de travail de l'UIP pour la résolution pacifique de la guerre en Ukraine a poursuivi sa tâche, s'efforçant de promouvoir des discussions ouvertes et constructives. Il espère trouver le moyen de réunir des parlementaires des deux camps autour d'une même table. Les appels de l'UIP en faveur de la désescalade n'ont pas été entendus, mais notre objectif reste on ne peut plus clair : cette guerre doit s'arrêter et le droit international doit prévaloir. Nous devons respecter la totale intégrité de l'Ukraine et combattre le terrorisme qui touche de nombreuses régions de la planète, en particulier les pays du Sahel qui ont enregistré en 2022 un nombre de tués supérieur à tous les autres pays du monde.

Un effort général est requis pour aider ces pays à mener la guerre contre le terrorisme, faute de quoi le problème s'envenimera et le nombre des personnes tuées ou contraintes à fuir les zones concernées ne fera que croître.

Il faut aussi combattre la pauvreté. Le dernier rapport de l'ONU sur la question signale une augmentation du nombre des pays les moins avancés ces dernières années. Comment pouvons-nous tolérer cela ? Il faut d'urgence que les pays les plus riches apportent plus d'aide aux pays les plus pauvres. En outre, l'amélioration de la gouvernance de ces pays est souvent un facteur essentiel de la lutte contre la pauvreté.

Tout près d'où nous sommes aujourd'hui, en Palestine, le conflit est loin de toucher à sa fin. L'UIP défend la solution à deux États : Israël et Palestine, deux États qui ont tous les deux le droit de vivre dans un environnement sûr et stable.

Israël doit se sentir en sécurité, à l'abri des attaques terroristes qui tuent des innocents, mais la Palestine aussi a besoin de sécurité, besoin de ne pas avoir à redouter d'attaques. En particulier, les Palestiniens ont besoin d'un État stable et, pour cette raison, il nous faut condamner la politique de colonies de peuplement d'Israël.

Nous ne devons pas non plus oublier les nombreux autres conflits en cours dans le monde. Les parlementaires n'abordent cependant pas ces temps perturbés les mains vides : ils ont de puissants concepts et de nombreux outils à leur disposition. Dans cette entreprise, nous pourrions nous appuyer sur la mise en œuvre combinée des approches de sécurité humaine et de sécurité commune qui prévoient une action centrée sur le développement humain et la protection des populations, et nous pourrions recourir au dialogue pour établir la confiance entre les peuples et les nations.

À Nusa Dua, il y a un an, nous avons reconnu l'urgence de la crise climatique qui fait peser une menace existentielle sur l'humanité, et affirmé la nécessité de prendre des mesures immédiates.

Des inondations tragiques au Pakistan et au Brésil, des ouragans aux Philippines, en République bolivarienne du Venezuela et au Mozambique ont provoqué la mort de milliers de personnes. Dans la région Pacifique, l'élévation du niveau de la mer est un facteur de destruction de la vie dans de nombreux pays. De terribles et redoutables sécheresses et vagues de chaleur ont semé la mort en Afrique et en Europe.

Nous devons agir !

L'UIP lancera, ici même, sa nouvelle campagne *Parlements pour la planète*, qui vise à mobiliser l'ensemble des parlements, des parlementaires et des personnels parlementaires en faveur de la prise de mesures concrètes pour réduire leur empreinte carbone. L'UIP prendra elle aussi des mesures, dont certaines sont institutionnelles et d'autres liées au comportement et au mode de consommation individuel. Toutes et tous, nous pouvons – et nous devons – agir davantage pour combattre les changements climatiques. Les dix actions associées au lancement de la campagne de l'UIP contre les changements climatiques représentent des mesures concrètes qui sont à la portée de chacun d'entre nous. Je vous encourage donc tous à faire bon usage de ces conseils et à prendre l'engagement, pour vous-même, pour vos enfants et vos petits-enfants, d'améliorer la vie sur la planète.

Mais nous devons aussi nous tenir prêts à affronter d'autres menaces. Si le plus gros de la pandémie de COVID-19 est derrière nous, une autre crise sanitaire n'est pas à exclure. Dans ce domaine, les avancées technologiques, notamment du côté des vaccins, nous donnent des raisons d'être optimistes. Les séismes dévastateurs qui ont récemment frappé la République arabe syrienne et la Türkiye nous incitent à redoubler d'efforts pour chercher à réduire les risques de catastrophe, partout dans le monde. Dans la corne de l'Afrique, 22 millions de personnes souffrent actuellement d'insécurité alimentaire aiguë, en raison de la sécheresse historique qui sévit depuis la fin de l'année 2020 et devrait encore se poursuivre. Plus de 1,7 million de personnes ont déjà été contraintes à abandonner leurs foyers en quête de nourriture et d'eau. L'heure tourne également pour les Objectifs de développement durable – nous ne devons pas relâcher nos efforts pour tenir l'engagement de faire en sorte que ce monde soit meilleur pour tous d'ici à 2030. D'énormes progrès ont été accomplis au cours des vingt dernières années, et nous devons poursuivre dans cette voie.

Il semble, de surcroît, que la démocratie soit, elle aussi, menacée. Limiter le droit des jeunes hommes et des jeunes femmes à exprimer leur opinion et à manifester pacifiquement revient à lancer un défi majeur à la démocratie. Limiter – voire exclure – l'accès des femmes aux positions dirigeantes, à l'éducation ou aux soins de santé, revient aussi à menacer la démocratie et les droits fondamentaux. Il convient de condamner fermement ce qui se passe en Afghanistan, où le droit à l'éducation est dénié aux femmes et des parlementaires se font exécuter.

La prolifération de la désinformation et des fausses nouvelles s'annonce comme un autre problème de grande ampleur qu'il nous faudra traiter. Nous devons faire de nos parlements des institutions encore plus fortes, encore plus efficaces, plus inclusives, plus résilientes et plus responsables. Les Assemblées de l'UIP nous offrent une précieuse occasion d'apprendre les uns des autres, de combiner nos forces pour traiter ensemble les problèmes du monde.

L'UIP travaille sans relâche depuis de nombreuses années à la promotion de l'égalité des sexes dans les parlements. La Déclaration de Kigali *Égalité des sexes et parlements sensibles au genre*, que nous avons adoptée lors de notre précédente Assemblée, n'est que le plus récent exemple de cet engagement. Les élections législatives de l'année dernière ont malheureusement débouché sur des résultats mitigés en termes d'amélioration de l'équilibre hommes-femmes dans nos parlements. Du côté positif, pour la toute première fois, il n'y a pas un seul parlement en fonctionnement dans le monde sans au moins une femme parlementaire, et dans huit des pays où le parlement a été renouvelé en 2022, les femmes élues ou nommées ont remporté 40 % des sièges. Toutefois, la représentation des femmes a enregistré son plus faible taux de progression depuis six ans, et à ce rythme il faudra encore des dizaines d'années avant que la parité entre les sexes ne devienne une réalité. Nous devons donc redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs que nous avons fixés pour nos parlements et nos pays.

Il nous faut plus de femmes parlementaires, mais il nous faut aussi plus de jeunes parlementaires. Pour être véritablement inclusifs, il nous faut nécessairement inclure une plus jeune génération. La campagne de l'UIP *Oui à plus de jeunes au parlement !* monte en puissance, mais il est encore possible de faire mieux. Je vous encourage donc à marquer votre adhésion à ce mouvement et à mettre en œuvre les mesures transformatrices préconisées par la campagne pour rajeunir votre propre parlement.

Une année bien remplie nous attend. Préparons dès à présent le terrain à une année 2023 constructive en nous attaquant à l'étude des nombreuses questions que nous devons traiter à Manama. Je vous souhaite une excellente et fructueuse Assemblée. Merci de votre attention !